

RÈGLEMENT D'EAU APPLICABLE AUX USINES
autorisées sur les cours d'eau et les lacs non
domaniaux.

-:-:-

Le Préfet du département de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu la pétition sans date par laquelle M. GAUDE Basil industriel à Chatillon en Diois demande l'autorisation d'apporter certaines modifications aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 17 septembre 1932, l'autorisant à reporter à 1.400m à l'amont la prise d'eau d'alimentation de son usine hydroélectrique de Mensac, commune de Treschenu, autorisée par arrêté préfectoral du 23 août 1919 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 septembre 1932 sus-visé ;

Vu les pièces de l'instruction régulière à laquelle l'affaire a été soumise conformément au décret du 18 mars 1927 notamment les certificats de publication et d'affichage de l'enquête ouverte dans la commune de Treschenu suivis de l'avis du maire de la dite commune ;

Vu les rapports des Ingénieurs chargés du Service hydraulique en date des 9-16 mai 1934 ;

Vu les plans, profils et notice y annexés ;

Vu l'avis de l'Ingénieur en chef du Service des forces hydrauliques en date du 20 novembre 1933 faisant connaître que l'autorisation sollicitée n'est pas contraire au bon aménagement des cours d'eau ;

Vu les lois des 22 décembre 1789 - janvier 1790, 12-août 1790, 28 septembre - 6 octobre 1791, l'arrêté du Gouvernement du 19 centose an VI, les décrets des 25 mars 1852 et 13 août 1861 ;

Vu la loi du 8 avril 1898 ;

Vu la loi du 16 octobre 1919 et les décrets du 30 juillet 1920 et 18 mars 1927 ;

Vu l'arrêté préfectoral portant règlement de police sur les cours d'eau ne faisant pas partie du domaine public en date du 24 septembre 1906 ;

Vu les circulaires ministérielles des 23 octobre 1853, 26 décembre 1884, 4 octobre 1892, 1er juin 1906, 15 février 1911 et 8 janvier 1921 ;

Vu l'avis de la Commission départementale en date du 26 février 1934 agissant par délégation générale du Conseil Général ;

Considérant qu'il résulte de cette instruction que la puissance maximum de l'usine ne saurait dépasser 47kw. et que par suite l'usine peut être soumise au régime de l'autorisation prévue par la loi du 16 octobre 1919 ;

Considérant que le barrage de retenue devant être établi dans un ruisseau ayant un régime à caractère torrentiel et coulant entre des berges abruptes, les prescriptions de la circulaire du 4 octobre 1892 sont applicables en l'espèce.

A R R E T E :

ARTICLE PREMIER.- Autorisation de disposer de l'énergie.

M. GAUDE Basile, industriel à Chatillon en Diois est autorisé, dans les conditions du présent règlement et pour une durée de cinquante ans, à disposer de l'énergie de la rivière l'Archiane pour la mise en jeu d'une usine située dans la commune de Treschenu, hameau de Mensac, département de la Drôme et destinée à l'alimentation en énergie électrique des concessions communales de distribution d'énergie électrique exploitées par M. GAUDE.

La puissance maximum de l'usine est évaluée à 47 kilowatts.

ARTICLE 2.- Section aménagée.

Les eaux seront dérivées au moyen d'un barrage situé à hauteur d'une prise pratiquée à l'emplacement d'une prise d'eau d'irrigation appartenant ~~aux~~ à MM. BIANC et TATIN, elles seront restituées à la rivière au droit de l'usine, soit en amont de la prise d'eau Maillefaud.

La hauteur de chute sera d'environ 9m60 en eaux moyennes.

ARTICLE 3.- Caractéristiques de la prise d'eau
Le barrage formant déversoir aura une longueur de 20,00 environ. Sa crête sera dérasée à la

cote 610,60, soit à 0,50 en contre bas du repère constitué par une tige de fer scellée dans un massif en maçonnerie ancré sur la rive droite de l'Archiane.

Le canal d'amenée aura 1m. de largeur et le volume total de l'eau dérivée n'excédera pas 500 litres par seconde.

Le débit maintenu dans la rivière en aval de la prise d'eau ne devra pas être inférieur à 30 litres par seconde

Les dispositions des ouvrages destinées à assurer l'exécution des prescriptions imposées aux alinéas 2 et 3 du présent article seront approuvées par arrêté préfectoral sur la proposition du permissionnaire et le rapport des Ingénieurs du Service hydraulique.

ARTICLE 4.- Déversoir et vannage de décharge.

Le déversoir sera placé à vingt mètres de la prise d'eau environ ;

Il aura une longueur de 20m00 au moins ;

Sa crête sera dérasée à la cote 610,50, soit 0,50 en contre bas du repère défini à l'article 3.

Ce repère devra toujours rester accessible aux agents de l'Administration qui ont qualité pour vérifier la hauteur des eaux.

-:-

ARTICLE 5.- Canaux de décharge et de fuite.

Les canaux de décharge et de fuite seront disposés de manière à embrasser à leur origine les ouvrages auxquels ils font suite et à écouler facilement toutes les eaux que ces ouvrages peuvent débiter.

-:-

ARTICLE 6.- Transmission des eaux à l'aval du canal de fuite.

La transmission des eaux en aval par le canal de fuite devra se faire de manière à ne jamais compromettre la salubrité publique, l'alimentation des hommes et des animaux, la satisfaction des besoins domestiques et, d'une façon générale, la bonne utilisation des eaux

Les dispositions des ouvrages feront l'objet de propositions motivées par le permissionnaire et approuvées, s'il y a lieu, par un arrêté rendu sur le rapport des Ingénieurs.

e/e

ARTICLES 7, 8, 9 supprimés.

-:-

ARTICLE 10.-
Manoeuvre des Vannes de décharge et autres
ouvrages.

Le permissionnaire sera tenu également de manoeuvrer les ouvrages prévus aux articles 3 et 6, de façon que les conditions imposées en ce qui concerne la dérivation et la transmission des eaux soient respectées ; il devra installer les appareils de contrôle nécessaires après en avoir fait agréer les dispositions par les Ingénieurs.

En cas de refus ou de négligence de sa part d'exécuter les manoeuvres prévues au présent article en temps utile, il y sera pourvu d'office à ses frais soit par le Maire de la commune soit par les agents du Service hydraulique, sans préjudice, dans tous les cas des dispositions pénales encourues et de toute action civile qui pourrait lui être intentée à raison des pertes et des dommages résultant de son refus ou de sa négligence.

-:-

ARTICLE 11.
Nature des eaux rendues.

Les eaux rendues à la rivière ne devront pas par leur température ou leur nature, compromettre la salubrité publique, l'alimentation des hommes et des animaux, la satisfaction des besoins domestiques les utilisations agricoles ou industrielles la conservation du poisson.

-:-

ARTICLE 12.
Curage du bief.

Toutes les fois que la nécessité en sera reconnue et qu'il en sera requis par l'autorité administrative, le permissionnaire sera tenu d'effectuer le curage du bief de la retenue dans toute l'amplitude du remous, sauf l'application des règlements ou usage locaux, et sauf le concours qui pourrait être réclamé des riverains et autres intéressés, suivant l'intérêt que ceux-ci auraient à l'exécution de ce travail.

Lorsque le bief ne sera pas la propriété exclusive du permissionnaire, les riverains, s'ils le jugent préférable, pourront d'ailleurs opérer le curage eux-mêmes et à leurs frais, chacun au droit de soi et dans la moitié du lit du cours d'eau.

-:-

ARTICLE 13.
Observations des règlements.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police, le mode de distribution et le partage des eaux.

-:-

ARTICLE 14.
Réserve des droits des tiers.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Il appartiendra au permissionnaire de se pourvoir auprès de qui de droit des autorisations nécessaires pour l'établissement des ouvrages situés sur les routes, chemins, ouvrages publics, etc.

ARTICLE 15.
Surveillance des travaux - Délais d'exécution -
Récolement.

Les travaux ci-dessus prescrits seront exécutés sous la surveillance des Ingénieurs, ils devront être terminés dans un délai de un an à dater de la notification du présent arrêté. A l'expiration de ce délai, l'Ingénieur rédigera, aux frais du permissionnaire, un procès-verbal de récolement en présence de l'autorité locale et des parties intéressées dûment convoquées.

S'il résulte du récolement que les travaux sont conformes aux conditions de l'autorisation, le procès-verbal sera dressé en trois expéditions dont l'une sera déposée aux archives de la Préfecture, la seconde à la mairie du lieu et la troisième transmise au Ministre de l'Agriculture.

A toute époque, le permissionnaire sera tenu de donner accès dans les dépendances de l'usine, sauf dans les parties servant à l'habitation de l'usinier ou de son personnel, aux Ingénieurs et agents du Contrôle et de la Pêche pour les besoins de ces services.

D'une façon générale, sur la réquisition des fonctionnaires du Contrôle, il devra les mettre à même de procéder à ses frais à toutes les mesures, vérifications et expériences utiles pour constater l'exécution du présent règlement.

-:-
ARTICLE 16.
Clauses de précarité.

Le permissionnaire ou ses ayants droit ne pourront prétendre à aucune indemnité ni dédommagement quelconque si, à quelque époque que ce soit, l'Administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt de la défense nationale de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux des mesures qui les privent d'une manière temporaire ou définitive de tout ou partie des avantages résultant du présent règlement.

Si ces mesures devaient avoir pour résultat de modifier d'une manière définitive les conditions du présent règlement, elles ne pourront être prises qu'après l'accomplissement des formalités semblables à celles qui l'ont précédé.

Si, postérieurement à la notification du présent arrêté, le permissionnaire sollicite de l'autorité compétente une concession par l'Etat de distribution d'énergie électrique aux services publics, la date d'expiration de la présente autorisation sera reportée à l'expiration de la concession d'Etat dans la limite du maximum de cinquante années fixé à l'article 1er ci-dessus.

ARTICLE 17.
Cession de l'autorisation.
Changement dans la destination de l'usine.

Toute cession totale ou partielle de la présente autorisation, tout changement de permissionnaire devra pour être valable être notifié au Préfet.

Le permissionnaire devra s'il change l'objet principal de son entreprise en aviser le Préfet.

-:-

ARTICLE 18.
Taxe annuelle de statistique.

Le permissionnaire sera tenu de verser à la caisse du Receveur des Domaines de la situation du lieu une taxe annuelle de statistique dont le montant sera fixé conformément aux articles 8 et 22 de la loi du 16 octobre 1919, par un rôle dressé par les Ingénieurs du Contrôle, sur la base de 0,05 par kilowatt de puissance normale (produit de la hauteur de chute par le débit moyen annuel de la dérivation).

Cette taxe sera payable en une seule fois et exigible à partir de la date de l'expiration du délai fixé par l'article 15 pour l'achèvement des travaux.

-:-

ARTICLE 19.
Déchéance. - Mise en chômage - Cessation de
l'exploitation. - Renonciation à
l'autorisation.

Faute par le permissionnaire de se conformer dans les délais fixés, aux dispositions prescrites, l'administration pourra, suivant les circonstances, prononcer la déchéance du permissionnaire ou mettre son usine en chômage et, dans tous les cas, elle prendra les mesures pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions en matière de cours d'eau ou de grande voirie.

Il en sera de même dans le cas ^{ou} après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par le présent règlement sans y être préalablement autorisé.

Si l'usine cessait d'être exploitée pendant une durée de une année l'Administration pourra prononcer la déchéance du permissionnaire et lui imposer le rétablissement à ses frais du libre écoulement du cours d'eau.

Au cas où le permissionnaire déclarerait renoncer à l'autorisation, l'Administration en prononcera le retrait et pourra imposer le rétablissement du libre écoulement des eaux aux frais du permissionnaire.

17

ARTICLE 20.
Renouvellement de l'autorisation.

La présente autorisation sera renouvelée de plein droit pour une durée de trente ans si, un an au moins avant son expiration, l'Administration ne notifie pas au permissionnaire sa décision contraire.

Si l'autorisation n'est pas renouvelée, le permissionnaire sera tenu de rétablir le libre écoulement du cours d'eau. Toutefois l'Etat aura le droit d'exiger l'abandon à son profit des ~~ouvrages~~ ouvrages de barrage et de prise d'eau édifiés dans le lit et sur ses berges, tout avec indemnité.

-:-

ARTICLE 21.

Le présent arrêté annule celui du 17 septembre 1934.

-:-

ARTICLE 22.

Ampliation du présent arrêté sera transmise :

- 1°.- à M. l'Ingénieur en chef du Service hydraulique de la Drôme chargé d'en assurer l'exécution.
- 2°.- à M. l'Ingénieur en chef des Forces hydrauliques du Sud-Est ;
- 3°.- à M. le Conservateur des Eaux et Forêts, chef de la Commission de Pisciculture des Bassins du Rhône et du Rhin ;
- 4°.- à M. le Maire de Treschenu chargé de le notifier au pétitionnaire ; un exemplaire sera déposé par ses soins aux archives communales ;
- 5°.- à MM. les ministres de l'Agriculture et des Travaux Publics.

Fait à Valence, le 19 mai 1934.

Pour expédition conforme
Le SECRETAIRE GENERAL

Le PREFET,
Signé : Henry GRAUX.

